

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative - Place Bonet
CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 12/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MADLINE YVES SA

ZI la Crochère
BP 315
61100 Flers

Références : 61-2024-126
Code AIOT : 0005302333

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement MADLINE YVES SA implanté ZI la Crochère BP 315 61100 Flers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée en inopiné.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MADLINE YVES SA
- ZI la Crochère BP 315 61100 Flers
- Code AIOT : 0005302333
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site est le transit, regroupement et tri de déchets dangereux et de déchets liquides, en vue de leur élimination par d'autres entreprises.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des surfaces	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Modalités de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.12.1 à 14.12.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 08/08/2011, article Art. 3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Aménagement des réservoirs aériens	AP Complémentaire du 08/08/2011, article Art.18.4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article Art.16.1	Demande d'action corrective	6 mois
6	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée a conduit à constater des déficits de sécurité (portillon non fermé à clef permettant un accès au site, état des stocks non disponible dans des délais raisonnables) et de maîtrise des impacts environnementaux : absence de surveillance du vieillissement des surfaces au sol, entreposage de déchets dangereux dans des zones non autorisées et non protégées, défaut de couverture des entreposages ...

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.11
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des surfaces
Prescription contrôlée :

<p>(article introduit par arrêté complémentaire du 04/01/2023)</p> <p>L'ensemble des dispositifs et éléments concourant à la protection des sols et des eaux souterraines (rétentions, revêtements de surface extérieurs et intérieurs, réseaux enterrés et canalisations, regards, séparateurs/débourbeurs...) doit faire l'objet de contrôles périodiques visant à vérifier leur niveau de vieillissement, leur intégrité et leur capacité à assurer l'isolement des sols et des eaux souterraines. Une liste de ces dispositifs et éléments est établie par l'exploitant, chaque élément est vérifié tous les trois ans au minimum. Les résultats détaillés de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute dégradation d'un dispositif ou élément constatée dans le cadre de ces contrôles doit faire l'objet d'actions correctives, dans un délai maximum de 6 mois après le contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la liste des dispositifs et éléments concourant à la protection des sols et des eaux souterraines. Il n'a pas été en mesure de présenter l'enregistrement de contrôle du vieillissement de ces dispositifs. L'enrobé en entrée de site présente de nombreuses fissures, pouvant conduire à une pollution des sols et des eaux souterraines (exposé au ruissellement issu de déchets dangereux entreposés sans rétention). Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 26/07/2024 qu'il avait "demandé un devis à la société EFFIAGE" concernant l'état du sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre en place et consigner les contrôles périodiques des dispositifs mentionnés et réaliser la réfection de l'enrobé en entrée de site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Modalités de surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.12.1 à 14.12.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 14.12.1 - Analyses Les échantillons sont prélevés, conservés, manipulés et analysés en respectant les méthodes de référence indiquées à l'annexe de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé. Les campagnes de prélèvement sont réalisées dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur (norme NF X 31-615). Les fiches de prélèvement sont scrupuleusement remplies à chaque campagne de prélèvement en indiquant notamment la profondeur de prélèvement, le temps de purge, le volume purgé, etc. Les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC ou équivalent. Une esquisse piézométrique est réalisée à chaque campagne de prélèvement afin de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines à chaque campagne. Les procédures sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance, de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications sont</p>

apportées à la réalisation de ces différentes procédures, l'exploitant en informe au préalable, pour accord, l'inspection des installations classées en justifiant que ces modifications n'entraînent pas de variation significative des résultats.

Article 14.12.2 - Réseau de surveillance Le réseau de surveillance se compose au minimum de trois piézomètres (un en amont et deux en aval, dont la profondeur et l'emplacement sont déterminés sur la base d'une étude hydrogéologique°. L'exploitant veille à l'entretien régulier des piézomètres. Les têtes des piézomètres sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules). En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, le responsable du suivi informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines par ce biais.

Article 14.12.3 - Fréquence La première campagne de surveillance est réalisée au plus tard 6 mois après notification du présent arrêté, puis la surveillance est exercée à minima une fois tous les deux ans. Les modalités et fréquences de la surveillance des eaux souterraines pourront être revues à tout moment à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 14.12.4 - Paramètres Les paramètres recherchés sur les piézomètres susvisés sont au minimum: (tableau non reproduit)

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis d'évaluation systématique du risque de pollution validée par l'inspection des installations classées dans le délai de trois mois indiqué au second alinéa de l'article 14 de l'arrêté modifié du 18/04/2005 (article introduit par arrêté complémentaire du 04/01/2023).

Selon le premier aliéna du même article, la réalisation de prélèvements dans un réseau de piézomètres selon les articles 14.12.1 à 14.12.5 s'impose donc.

L'exploitant n'a pas implanté de piézomètres et n'a pas mis en place la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra implanter un réseau de piézomètres pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site et transmettre les résultats de la première campagne d'analyses à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2011, article Art. 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

A la suite du 1er alinéa de l'article 14.5 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2005 sont insérés les dispositions suivantes : « L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter

la contamination des eaux pluviales par leur ruissellement sur les colis ou les cuves de déchets entreposés sur la plate-forme de transit. A cet effet, tous les déchets conditionnés devront impérativement être entreposés sous abri.

Constats :

Lors de l'inspection, les entreposages suivants ont été observés sur la voie de circulation, en dehors des abris et sans rétention :

- 7 conteneurs 1000 litres de boues de phosphates issues du site TITAN à Saint-Georges-des-Groseillers (61) - code déchets 11 01 08* ; quantité estimée à 6000 l ;
- 1 conteneur 1000 litres rempli d'eau de rinçage issue du site SFPI (Société Fougèraise de peinture industrielle) - code déchets 16 10 01* ;
- 2 fûts métalliques d'huiles usagées issues du site Thermocoax de Caligny (61) - code déchets 12 01 09*, quantité estimée à 350 l ;
- 12 conteneurs 1000 litres de boues d'hydrocurage remplis à 25 %, quantité estimée à 250 l ;
- environ 25 conteneurs 1000l ayant contenu des déchets dangereux, vides mais non lavés ;

De plus, la cuve contenant des graisses de curage, est stockée sans couverture (ancienne couverture très détériorée, n'assurant plus sa fonction).

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 26/07/2024 des photos de la zone non couverte débarrassée des entreposages. Il a également indiqué avoir pris contact avec une société pour la confection d'une nouvelle bâche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra rétablir la couverture de la benne de graisse. Les entreposages de déchets dangereux devront également être maintenus sous abri.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Aménagement des réservoirs aériens

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2011, article Art.18.4

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des réservoirs aériens

Prescription contrôlée :

Les cuves sont aménagées et positionnées de façon à assurer un transvasement correct et un vidage complet des véhicules. Des dispositifs de mesure de niveau équipent les réservoirs aériens. [...] L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires à la prévention des émissions de vapeurs et d'odeurs.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que la jauge de niveau de la cuve verticale de 5 m³ contenant des eaux souillées aux hydrocarbures était bloquée en position « cuve pleine » alors

que celle-ci était vide à 80 %. De plus, il a été observé que les bouchons de trous d'homme en haut de l'ensemble des cuves verticales étaient enlevés.
Suite à l'inspection, par courriel du 26/07/2024, l'exploitant a transmis une photographie des trous d'homme refermés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réparer la jauge du réservoir vertical de 5m³. Les bouchons des trous d'homme des cuves verticales devront également être maintenus fermés

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article Art.16.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage

Prescription contrôlée :

L'accès à l'établissement doit être réglementé. En dehors de la présence de personnel, les issues sont fermées à clef. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que le portillon d'accès piétons n'était pas fermé à clef, en l'absence de personnel sur site.

Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 26/07/2024 que "le portillon est à nouveau fermé" et a transmis une copie de facture pour la confection de clefs à destination des chauffeurs du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le portillon d'accès piétons devra être maintenu fermé à clef en l'absence de personnel sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Etat des matières stockées.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées.

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des

fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

A l'arrivée sur le site, l'inspecteur a demandé à l'exploitant de lui présenter son état des stocks. Il a fallu plus de trente minutes pour que celui-ci réussisse à exporter depuis sa base de données informatiques des fiches donnant l'état des stocks par type de déchets. Cet état n'est pas exhaustif (à titre d'exemple, n'y figurent pas les deux fûts d'huiles hydrauliques issues du site Thermocoax de Caligny (61) - code déchets 12 01 09*).

Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 26/07/2024 que "notre direction des services informatiques a rétabli la fonctionnalité de la requête des stocks à l'instant T mercredi soir" et a transmis une extraction d'état des stocks au 26/07/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra tenir à jour un état des stocks complet, en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois